

CONTRIBUTION GENERALE

DE L'ALTERNANCE A L'ALTERNATIVE

Pièce en deux actes.

Julien DRAY

Twitter : @juliendray

Facebook : <http://www.facebook.com/julien.dray>

Courriel : delalternancealalternative@gmail.com

Résumé : Ce Congrès doit permettre au PS de faire de ce qui pourrait n'être qu'une alternance une véritable alternative. La crise impose de trouver des solutions nouvelles, de mener une politique ambitieuse, pour démontrer qu'il n'y a aucune fatalité. C'est aussi le grand combat culturel qu'il nous faut mener.

Personnages :

1. **Stéphane** a 35 ans, il est membre d'un cabinet ministériel à Bercy.
2. **Cécile** est salariée et employée d'une chaîne de restauration rapide. Elle fait plusieurs heures de transports en commun par jour pour aller travailler.
3. **Eric** est adjoint au maire de sa ville, il a été candidat défait aux législatives. Il est directeur de Centre de Loisirs.
4. **Léon** : Jeune étudiant de 23 ans, 3^{ème} cycle de sciences sociales, travaille comme gardien de nuit dans un hôtel, vit en collocation et vient d'une ville industrielle de l'Est.
5. **Marie-France** est retraitée de l'Education nationale au sein de laquelle elle dirigeait une école primaire. Elle a adhéré en 1972 au PS.
6. **Loïc** vient de l'Ouest, il est Secrétaire de section depuis le Congrès de Reims en 2008 et travaille dans une grande entreprise publique.
7. **Sophie** est entrepreneur. Elle a adhéré en 1988 au PS.
8. **Koumba** est infirmière. Malienne, elle a été régularisée sous le gouvernement Jospin. Elle cherche à obtenir la nationalité française.

Propos : La gauche est arrivée au pouvoir. Désormais aux commandes des deux assemblées du Parlement, du gouvernement et de la Présidence de la République, après avoir conquis l'essentiel des collectivités locales, elle a été chargée par les citoyens d'affronter la crise en montrant qu'il n'y a pas de fatalité et qu'il existe une alternative. En pleine négociation avec ses partenaires et, particulièrement, avec l'Allemagne d'Angela

Merkel, saura-t-elle s'opposer au *fédéralisme autoritaire* de cette dernière pour faire aboutir un projet alternatif pour la France et l'Europe ? Tous les tabous doivent donc tomber : sur le rôle de la puissance publique, sur la dette, sur le rôle et la place des banques, sur **la répartition des gains de productivité**, sur le *protectionnisme*. A l'intérieur aussi un front s'est ouvert : la puissance de l'extrême droite et sa mutation, la *radicalisation* d'une partie importante des partis de droite et de l'électorat traditionnel de celle-ci ont provoqué une confrontation idéologique plus que jamais exacerbée entre la gauche et les droites. La percée de *phénomènes communautaristes*, l'affaiblissement de l'*Etat républicain* et de la *laïcité*, l'impression qu'ont les Français de vivre dans une société de la menace au cœur d'un *siècle de la peur* rendent la mission de la gauche aussi périlleuse qu'exaltante, si elle veut encore mener le combat !

Synopsis : Les différents membres de la section débattent des débuts du gouvernement de gauche. Chacun, à travers son expérience, sa vie, sa réflexion personnelle, donne un point de vue sur les espoirs naissants et les écueils auxquels la gauche va être confrontée.

Mots clés : alternance, alternative, « et-et », parti du peuple, renationalisation de la dette, référendum, TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance), Université populaire, Assises du changement, socialisme de la production, émancipation, République européenne, fédéralisme autoritaire, Conférence salariale, Convention nationale sur l'Europe, siècle de la peur, protectionnisme, remondialisation, dette, Constituante européenne, combat culturel, esprit coopératif, souveraineté populaire, socialisme, insécurité culturelle, Nouvelle République, dumping monétaire, libre-échange, BCE, Mécanisme européen de stabilité, égalité territoriale, société de la menace...

⇒ **La scène se joue début juillet 2012. La section s'apprête à débattre de la situation politique avant le pot de fin d'année militante.**

Acte I : GOOD BYE SARKO, RETOUR SUR L'ELECTION PRESIDENTIELLE ET LES ELECTIONS LEGISLATIVES.

Les élections ont porté le PS au pouvoir... Dans la section on s'interroge sur le poids de la dette, la question des contraintes et la nécessité de les lever...

Scène 1 : Dans l'euphorie : Quelques socialistes un peu trop tranquilles ?

Loïc (le secrétaire de section) : Chers camarades, c'est la première fois sous la République que nous, socialistes, remportons une élection présidentielle, détenons la majorité à l'Assemblée Nationale et au Sénat, la quasi-totalité des grandes villes et une immense majorité des collectivités locales. Cette campagne a été belle, bien menée, grâce à vous tous. François Hollande a mené un beau combat, avec sincérité et talent... et nous depuis les primaires en tant que militants nous n'avons pas chômé.

Eric (l'adjoint au maire) : Ha ça non ! Nous avons remporté une belle victoire, même si, ici, ma courte défaite a terni un magnifique bilan militant. Je voudrais vous remercier pour votre investissement au cours de la campagne législative, après celui, décisif pour le pays, de la campagne présidentielle...

Loïc (le secrétaire de section) : Je suis un peu triste de la défaite d'Eric mais quel plaisir de voir tout ces copains et copines élus. Je vous rappelle notre ordre du jour :

- Retour sur la campagne
- Point d'actualité politique : débuts du gouvernement
- Calendrier du Congrès

Cécile, tu veux introduire le débat ?

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Comme vous tous, je suis très heureuse de la victoire de François Hollande et de la gauche, très heureuse que Sarkozy soit battu, j'ai adhéré en 2007 en réaction à son discours et le 6 mai, je crois que nous avons tous ressenti un soulagement. C'est pas trop tôt ! Mais cette victoire ne doit pas masquer la réalité que les gens vivent. Moi, je fais trois heures de transports en commun par jour, je vois bien comment va ce pays : il ne va pas bien ! **Le coup de pouce au SMIC, c'est bien mais c'est une goutte d'eau dans la mer : cela ne règle pas le temps partiel subi, la précarité, la question des bas salaires... Je ne veux pas plomber l'ambiance mais bon...**

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : C'est sûr, l'attente est forte. Je me souviens de 1981, on a beaucoup espéré ! Et on est resté sur le carreau ! Vous vous souvenez de la « **parenthèse de 1983** » ? C'est Lionel Jospin qui avait inventé cette expression. J'ai le sentiment qu'on ne l'a jamais refermée et qu'en plus cette « parenthèse » nous a empêchés, par son seul énoncé, de penser véritablement ce que pouvait être une action de gauche au gouvernement. Alors c'est vrai que ça semble dur d'être au pouvoir et d'être socialiste ! Je me souviens quand j'ai adhéré, le PS venait de signer le *programme commun*. C'était au tout début de ma carrière. C'est sûr, ça nous rajeunit pas. On pensait qu'on allait pouvoir « changer la vie » et que « *tout était possible* », les débats faisaient rage autour de la façon d'engager la « *rupture en cent jours* » et la « *transition au socialisme* ». C'est vrai que confronter son idéal au réel, c'est toujours difficile... **Mais cette fois, nous ne sommes pas des néophytes ! Nous sommes avertis par nos expériences passées. C'est la troisième fois en trente ans que nous sommes amenés à exercer le pouvoir. Faut pas se loupier ! Un éventuel échec serait catastrophique et peut être décisif pour le modèle social, dont la droite après l'avoir tant ébranlé, rêve de se débarrasser une bonne fois pour toutes. Il faut dégager des fondamentaux, fixer un cap, un pic, un roc que dis-je une péninsule. Il faut poser des actes sur lesquels appuyer un véritable combat culturel et politique contre la droite et l'extrême droite. Répondre à l'urgence tout en donnant du sens : la voilà notre feuille de route.**

Stéphane (le membre du cabinet ministériel, en retard et vient d'arriver) : Mes camarades, laissez moi vous dire que je suis content de vous voir parce qu'à Bercy ça chauffe... C'est pour ça que je suis un peu en retard... Et aussi parce que je n'arrivais pas à garer mon vélib mais ça c'est un autre problème... C'est là qu'on mesure le poids de l'Etat et des contraintes ! La gravité de la situation, car c'est pire que ce que vous pouvez

imaginer...Le poids de la dette, les contraintes qu'elle nous impose tous les jours est une réalité. On doit vivre et gouverner avec ça. Pas évident. Les **chiffres vous les connaissez : l'endettement : c'est 98% du PIB. Le chômage : c'est 10% de la population active. Le déficit du commerce extérieur : c'est 70 milliards d'euros. Le gouffre des chiffres est tel qu'il risque de tout emporter. Et nous avec !**

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Et rebelote ! Ca recommence ! Vous en avez pas marre ? Le discours sur la dette ça va bien ! Je ne suis pas en train de dire qu'il n'y a pas un problème. Mais nous n'avons pas à reprendre à notre compte ce discours anxiogène développé par la droite et qui sert ensuite d'alibi à la liquidation de l'Etat social. Je te ferai remarquer qu'un Etat n'est pas un particulier ou un ménage : Personne ne vient lui demander de rembourser sa dette du jour au lendemain. « Allo bonjour l'Etat français ? Oui vous avez un petit retard dans le paiement, les huissiers débarquent demain ! Au revoir ». Non ! L'Etat, il ne se gère pas non plus comme on gère un ménage. La droite a annoncé la couleur : couper les dépenses. La solution alternative : l'augmentation des prélèvements, outre qu'elle serait discutable nous enlèverait toute marge de manœuvre. C'est là où nous devons faire preuve d'imagination et d'inventivité. Après tout, **il y a un pays qui ne rembourse jamais sa dette, qui a une dette record et auquel personne ne demande de comptes : les Etats-Unis.** Quant au Japon, sa dette c'est 220% du PIB. Il se fout du triple A pour une raison simple : ce sont les épargnants japonais qui possèdent la dette. Il y a une piste là, non ? Voyez : y'a pas de fatalité !

Sophie (l'entrepreneur) : Tu as raison Marie-France. Je vais vous dire : on fantasme sur les marchés. Ce qui les inquiète le plus, contrairement à ce qui est dit, ce n'est pas l'existence de la dette, c'est l'incertitude, les flottements et les hésitations. Par exemple : Je comprends qu'un investisseur étranger rechigne si pour les 2% du PIB de la Grèce on n'est pas capable de trouver une solution. Moi ça fait quinze ans que j'ai monté mon entreprise. Je vais vous donner mon point de vue d'entrepreneur. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on a fait depuis des années énormément de cadeaux au CAC40 et à ses entreprises dont la création d'emplois n'est pas la priorité, mais qu'on n'a pas beaucoup aidé les PME à atteindre une taille suffisante pour innover, pour exporter, pour se développer, pour embaucher. On a cru que la baisse des charges suffisait. Dans cette affaire, c'est beaucoup plus la question de l'accompagnement financier qui est en cause, donc le rôle des banques. Moi ma banque, elle ne me fait aucun cadeau, à la moindre difficulté, elle me menace de rejeter mes traites, elle n'accepte de partager aucun risque avec moi. Par contre, question agios, ne croyez pas qu'ils me font plus de cadeaux qu'aux gens en difficultés. Elles sont censées nous prêter de l'argent et c'est nous qui leur prêtons pour qu'elles partent jouer au casino... Elles peuvent se vanter de faire des taux bas mais de toute façon elles ne prêtent pas. Là sur le rôle du système bancaire, la gauche a de quoi innover en créant des instruments publics nouveaux.

Léon (l'étudiant) : Moi je vais vous dire ce que j'entends tous les jours autour de moi sur le campus de Villetaneuse¹, c'est quand même intéressant et un peu dérangent. Qu'est ce qu'ils disent mes potes : *Le redressement dans la justice* c'est une bonne formule mais qu'est ce qu'il y a derrière ? C'est de la morale, pas de la politique. C'est mieux que l'effondrement dans l'arbitraire... Je ne vois pas clairement ce que veut la gauche, je ne

¹ Faculté située en Seine-Saint-Denis (9-3)

discerne pas le chemin qu'elle veut emprunter. J'entends « effort » mais pourquoi, dans quel but social ? S'il ne s'agit que de redresser les comptes, alors on fait fausse route. Il y a les comptes et la société française. Et c'est à cette société qu'il faut assigner un objectif politique et social qui passe par la réduction des inégalités, le meilleur partage de la richesse produite, une croissance qui rompt avec le productivisme et le consumérisme hystérique... Le tout enrobé d'un renouveau de la laïcité et d'une ambition culturelle qui ne se limite pas à Saint-Germain des Prés. Bref, définir la société que nous voulons construire et pourquoi pas imaginer le monde que nous souhaitons. C'est pas tout à fait juste mais dans cette affaire, comme disait un vieil inventeur, « L'imagination est plus importante que le savoir » non ?

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Léon, je suis moins jeune que toi (de pas grand-chose mais quand même) mais moi aussi j'ai besoin de cette révolte. Ca suffit d'être les esclaves des marchés, de la bourse et des agences de notation bidons, de ce discours sur la dette, de ces fausses évidences, de ces débats à la télé avec toujours les mêmes qui se sont trompés sur tout mais qui la ramènent quand même avec leurs certitudes...

Léon (l'étudiant) : Vous savez ce que disait Walter Benjamin : « *Le capitalisme est une religion* » et comme toute religion, il a ses dogmes, ses croyances et ses fanatiques. Le combat contre le capitalisme est un combat idéologique, culturel. Sarkozy nous a beaucoup parlé de Gramsci et de l'hégémonie culturelle, moi je dis que ce qui manque à la gauche c'est cette bataille culturelle, centimètre par centimètre. « Rien lâcher ». Il s'agit de reprendre ce combat que nous avons perdu depuis trente ans et parfois en nous en félicitant, au nom de la modernité.

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Quelquefois ça fait du bien de croiser un étudiant. Tout ce que tu as dit là j'y adhère mais tu vois, je sais que tu aimes le foot, moi je ne connais rien au football et je n'ai rien contre le PSG mais quand même comment on peut accepter ces salaires mirobolants, ces sommes faramineuses... c'est aussi cela le combat culturel... Quelques centimètres Léon.

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Mes camarades, j'aimerais qu'on reste les pieds sur terre. Ok pour le foot mais il faut voir le monde tel qu'il est et pas tel qu'on le rêve. Il n'y a pas d'alternative. Je sais, c'est une formule de Thatcher, mais elle est vraie. Nous n'échapperons pas à l'effort. L'héritage de la droite est catastrophique et on doit tenir compte des réalités...

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Tout ça m'inspire un proverbe que j'aime bien : Qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir. La gauche n'est pas là pour éponger les erreurs de la droite, nettoyer les écuries d'Augias et, une fois qu'elle s'est bien épuisée à cela au grand désespoir et à la grande fureur du peuple de gauche, rendre les clés au soi-disant propriétaire. Je ne crois plus au fameux « on redresse d'abord, on distribue après ». Ca, on nous l'a fait, ça va bien. Si on ne pose pas dès le début les bases du changement social on ne le fera pas après. Il y aura toujours une contrainte nouvelle qui expliquera qu'on voudrait bien mais que ce n'est pas maintenant qu'on peut le faire.

Loïc (le secrétaire de section) : Je résumerai tout ce que vous me dites par une formule : finalement la question qui nous est posée c'est de faire que ce qui est présenté comme une alternance devienne une alternative. J'ai envie que la gauche européenne voit dans notre démarche une référence et pourquoi pas un modèle... Bref, la lutte c'est classe !

Léon (l'étudiant) : Pas mal monsieur le secrétaire de section. Moi je veux pas faire l'intellectuel mais il y a une chose qui est certaine, Stéphane, l'alternative ça commence par une rupture avec la fausse construction européenne. L'Europe c'est à la fois le nœud de tous nos problèmes et le levier de l'alternative.

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Mais le Président a commencé à répondre à ta question. Nous avons obtenu que la croissance soit au cœur du projet européen et un plan de relance de 120 milliards d'euros. C'est pas rien...

Sophie (l'entrepreneur) : Non ce n'est pas rien mais c'est *peanuts*. Au regard de l'Europe, 120 milliards, ce n'est vraiment pas grand-chose. Une relance européenne c'était au moins dix fois ça. Stéphane, n'oublie pas qu'il y a 500 millions d'habitants en Europe... ça ce serait un choc de croissance et, croyez moi, dans ce cas là les marchés, ils auraient peut être applaudi. Si tant est qu'ils savent utiliser leurs mains pour faire autre chose que taper sur des claviers...

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Et tu les trouves où ? Dans une pochette surprise ? En jouant à l'euro-millions ?

Sophie (l'entrepreneur) : Arrête Stéphane : 3000 milliards d'euros ont été déversés pour sauver les banques sans aucune contrepartie... Et on n'arriverait pas à trouver la moitié pour sauver l'économie européenne ?

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : T'as la mémoire courte. Si on n'avait pas fait cela, on prenait tout le système financier sur les genoux.

Sophie (l'entrepreneur) : Là, c'est toute la société européenne qu'on risque de prendre sur la figure. Vous ne voyez pas ce qui se passe en Europe. Vous ne sentez pas la colère qui s'installe partout ? Si ce n'est pas la gauche qui porte cette colère, ce sera la droite ou les extrêmes droites qui le feront et des gouvernements autoritaires qui porteront des solutions...

Loïc (le secrétaire de section) : J'entends ce que vous dites. J'entends. Les socialistes sont confrontés à des forces immenses, à des contraintes absolument énormes. Etre au pouvoir, essayer d'améliorer les choses, d'apaiser la situation, de réconcilier les Français, c'est une tâche immense ! C'est pour ça qu'on a besoin d'un vrai débat entre nous, qu'on se dise les choses clairement : soit nous nous posons ensemble les bonnes questions, soit c'est la société qui viendra nous les poser très vite et probablement pas pour notre plus grand bonheur politique et électoral...

Léon (l'étudiant): Loïc tu as raison : L'enjeu du congrès c'est de nous donner les moyens de faire de l'alternance une alternative. L'alternance consiste à exercer le pouvoir. L'alternative consiste à changer ce qui semble être l'ordre des choses, c'est inventer un autre monde, une autre répartition des richesses, un modèle socialiste français qui puisse être une référence.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Pour paraphraser notre jeune étudiant, il ne faut pas donner le sentiment d'hésiter, de tâtonner, de se poser des questions et ainsi de créer un doute sur ce qu'on veut faire au pouvoir et à quoi ça sert.

Scène 2 : les premiers pas du pouvoir socialiste

Les premiers actes du gouvernement suscitent le débat dans la section... La négociation avec les libéraux allemands, la crainte de voir s'établir un fédéralisme autoritaire et les premières mesures gouvernementales sont au cœur de la discussion...

Loïc (le secrétaire de section) : Disons-le, François s'est bougé sur la scène internationale. On l'a vu à Rio, à Washington, à Camp David et, dès le premier jour, il a eu raison de se rendre à la Chancellerie à Berlin. Au moins il a pu se rendre compte que les Allemands savent où ils vont. La Chancelière sait d'où elle vient et où elle veut aller. Les Allemands ont réussi la réunification, ils ont imposé le mark fort, auquel nous nous sommes arrimés, avec la désinflation compétitive, puis ce fut l'euro fort. Et le camarade Schröder, nouveau salarié de Gazprom, a fait le reste : en faisant du thatchérisme à la rhénane : blocage des salaires, amputation des prestations sociales, précarisation accrue pour les salariés, de la belle ouvrage... A ce prix là l'outil industriel allemand a accru sa compétitivité. Maintenant, les gouvernants allemands ne voient pas pourquoi les excédents engrangés devraient être entamés pour sauver des gens qui n'ont pas fait les mêmes choix. Les cigales du sud n'ont pas la cote auprès des fourmis du nord : c'est leur philosophie ! **Le seul projet pour l'Europe aujourd'hui c'est celui d'Angela Merkel : c'est le fédéralisme autoritaire !** C'est le cœur du nouveau traité européen qu'a écrit Angela Merkel et qu'a entériné Nicolas Sarkozy... celui là, il les aura toutes faites !

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Mais nous on l'a corrigé avec le pacte de croissance ! Et qu'est ce qu'on pouvait faire de plus ? Ce qu'a obtenu François Hollande dans la renégociation du traité, c'est déjà beaucoup ! Il a obtenu que ce « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » soit complété : des prêts de la Banque Européenne d'Investissement pour 60 milliards, des fonds structurels redéployés pour 55 milliards et, grâce au Président, nous avons des « *project bonds* » pour près de 5 milliards !

Léon (l'étudiant) : C'est gentiment dit, mais bof... Présenter cela comme un acquis, c'est fort. Je reconnais surtout à François Hollande de dire qu'il compte parler plus franchement aux Allemands, c'est ce qu'il a dit à Reims. Mais attention, il faut être conscient de la réalité : l'Allemagne a des intérêts et elle entend les défendre. En l'occurrence les 120 milliards ne sont jamais qu'un redéploiement... **C'est un**

rooseveltisme liliputien². Bon d'accord, elle est un peu facile. Il y a des choses à leurs rappeler aux Allemands, d'abord que leurs fameux excédents sont faits, pour une large part, grâce à leurs partenaires de l'euro... Quand on écoute les apôtres du modèle allemand on débouche sur une aberration : tous les pays devraient être excédentaires. Qui serait déficitaire ? La Chine ? L'Inde ? Mais l'essentiel du commerce est intra-européen. Au-delà de ça, j'ai l'impression que les Allemands ont fait des Européens des clients et pas des partenaires...

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Ce couple franco-allemand dont on nous rebat tant les oreilles, la gauche au pouvoir devrait être capable de revoir les conditions du contrat de mariage. Et ça doit être l'occasion pour le Président français de dire qu'il refuse le traité. D'autant que je vous le dis, mes amis Anglais sont de plus en plus tentés par le Commonwealth que par l'Europe d'ici qu'ils nous lâchent... Pour moi, ce traité c'est l'extension du modèle libéral à toute l'Europe. Ce traité c'est Maastricht, Amsterdam, Barcelone à la puissance dix. C'est cela qu'il faut dire aux Allemands. Mais Angela Merkel n'a pas l'air commode ! Elle risque de montrer les dents ! Cela n'empêche qu'il faut lui proposer un autre contrat de mariage sous communauté de biens.

Koumba (l'infirmière) : Ce que j'ai compris des débats sur le traité c'est que la rigueur annoncée deviendra une rigueur à perpétuité avec un cercle vicieux : austérité, récession, déficit, austérité.

Marie France (l'ancienne directrice d'école) : Tu as raison, voilà pourquoi il faut rompre ce cercle vicieux. J'ai lu ce que dit l'économiste Paul Krugman et ce n'est pas un gauchiste : les politiques punitives liées à l'austérité n'auront pour conséquence que d'entraîner l'Europe dans une crise sans fin. On le voit déjà : la Grèce n'en finit pas de s'enfoncer. Les Grecs n'en finissent pas de s'appauvrir. C'est vrai aussi en Espagne et en Italie. Au fond la position de Merkel n'est pas aussi confortable qu'on le dit. Elle sait que le chemin est périlleux. Elle commence toujours par dire non et elle finit par bouger. Et accepter ce qu'elle avait déclaré inacceptable. Plutôt que de faire trop peu trop tard, plutôt que de faire ce qui se fait aujourd'hui. Le moment est venu de lui dire qu'il faut faire autre chose. Pas sûr que les Allemands s'y opposent si on leur montre que c'est une solution bénéfique et efficace.

Sophie (l'entrepreneur) : Moi je suis chef d'entreprise, l'austérité ça ne me va pas. N'importe quel chef d'entreprise en Europe dira la même chose.

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Sans vouloir être désagréable : tous les salariés européens pensent la même chose. D'ailleurs dans la crise actuelle, il y a quelque chose de nouveau. J'ai des copains italiens avec lesquels pour la première fois, quand j'ai parlé de l'Europe, j'ai eu l'impression qu'on parlait de la même chose. Dans la crise actuelle, il y a une prise de conscience européenne qui se fait jour pour la première fois et ça, ça peut être une bonne chose. La manière dont ont été traités le peuple grec, le peuple espagnol, le peuple portugais, les salariés de ces pays, les fonctionnaires de ces pays,

² C'est le mariage de Roosevelt et de Lilliput, la volonté dans l'infiniment petit.

trainés dans la boue, traités de fainéants a provoqué l'amorce d'un sentiment de solidarité. C'est peut être l'amorce de la naissance d'un peuple européen.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Tu es bien optimiste quand même... Ca fait déjà plusieurs fois que les peuples ont dit non mais pour cette machine, ça n'a pas d'importance, elle continue sa marche inexorable.

Loïc (le secrétaire de section) : Arrêtons de ne pas regarder la réalité en face. Ce n'est pas une crise financière, c'est une crise institutionnelle qui est le résultat d'une construction baroque depuis son origine. Vous savez, Pierre Mendès-France avait voté contre le traité de Rome en 1957 parce qu'on ne fait rien de grand en se basant sur la concurrence et le marché. Il avait raison. C'est bien comme ça que les choses se sont passées. La concurrence et le marché sont les deux caractéristiques de cette Europe qui fut libérale dès le début. Le comble c'est que le sommet de l'édifice c'est la Cour de Justice de l'Union Européenne. Il faut donc refaire une vraie construction européenne.

Koumba (l'infirmière) : Tu as raison. Je vais dans ton sens. J'ai lu que la **Commission européenne** aurait désormais le **pouvoir budgétaire**. Cela veut dire que l'on risque de voir la Commission, non élue, demander d'autorité aux Etats de baisser certaines dépenses sociales ou de santé et de les traîner en justice s'ils ne le font pas. Les Parlements, élus, seront moins écoutés qu'une institution non élue ! De là où je suis, cela me fait peur : la société ne supportera pas une telle politique. Je peux aujourd'hui me plaindre au député de ma circonscription parce que le budget des hôpitaux n'est pas suffisant, je peux interpellier mes élus sur la question de la politique de santé mais, avec le traité c'est quand même un problème que les Parlements nationaux ne soient plus maîtres de leur budget puisque c'est la Commission qui agréera ou non les budgets ! Et nous, socialistes français, que répondra-t-on si Bruxelles exige de virer 100 000 fonctionnaires ? Quant au Parlement européen, il est aux abonnés absents. Pour le coup, le bulletin de vote sera une monnaie de singe démocratique. S'il y a un transfert de souveraineté, pour le moins il faut donc qu'il y ait un contrôle démocratique... sinon bonjour le Front National...

Eric (l'adjoint au maire) : En Espagne, le chômage a dépassé les 24%. Il a explosé en Grèce, il augmente dramatiquement en Irlande et au Portugal... Mais il augmente aussi chez nous. Nous voyons de nouvelles familles arriver dans nos CCAS (Centre Communal d'Action Sociale). Le traité c'est un bricolage qui s'ajoute à d'autres bricolages qui ne résoudra aucun des problèmes posés. Il vaut mieux refonder la construction européenne maintenant que lorsqu'elle sera face à une explosion ou un désastre.

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : On serait les seuls à vouloir cela. Les socialistes français, tous seuls, vont rebâtir l'Europe ? C'est toujours le syndrome d'Astérix. Mais je suis pas sûr qu'il nous reste de la potion magique...

Loïc (le secrétaire de section) : Un instant Stéphane, la meilleure manière de régler un problème c'est de ne pas le poser disait Queuille. Madame Merkel fait des propositions sur le plan politique. Ce pas politique, on le voit bien, n'est pas fait pour modifier

l'orientation économique et politique mais pour conforter le système tel qu'il est. Et nous, socialistes français, que propose-t-on ?

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Je t'entends... mais regarde l'état du PSE... regarde l'état de la social-démocratie européenne ! Elle est à mille lieues de tout ce que tu dis.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Est-ce qu'une fois, nous avons déposé un texte au sein du PSE qui proposait une construction socialiste de l'Europe ? Jamais... S'il y a transfert de souveraineté, le seul acceptable est un transfert démocratique. Je veux bien être minoritaire mais dans le cadre d'élections où j'ai la possibilité de devenir majoritaire mais dans le système présent, ceux qui prennent les décisions contrôlent le contrôle, sans aucune légitimité évidemment... C'est le serpent qui se mord la queue ! Ou plutôt l'anaconda !

Léon (l'étudiant) : Il faut un acte démocratique fondateur. Il faut dire « chiche » à Madame Merkel : *« Tu veux plus d'intégration ? Ok, mais chez nous l'intégration passe par un contrôle démocratique ».*

Loïc (le secrétaire de section) : De vos propos, je conclus que vous êtes favorables à une Convention Nationale du Parti Socialiste qui redéfinisse le projet des socialistes français pour l'Europe. D'ailleurs si nous sommes cohérents avec nous-mêmes cela devrait donner lieu à un échange dans toute la société. Un tel projet devrait avoir pour but de débattre de l'éventuelle **transformation de l'assemblée européenne en assemblée constituante à l'occasion des élections de 2014. Elle serait chargée de rédiger une nouvelle constitution...**

Sophie (l'entrepreneur) : Soyons sérieux, la constitution économique de l'Europe existe : c'est le libéralisme, c'est le moins d'Etat, le moins de services publics, le moins de droits sociaux. Puisque cette constitution existe : changeons-la ! Il faudrait une **assemblée constituante**, ok, qui se mette d'accord sur quelques grandes politiques européennes qui favorisent la croissance et les droits sociaux. Un peu d'espoir en somme ! **Le grand acquis de la crise c'est la prise de conscience de nos interdépendances.** Pour les gens ce qui se passe à Athènes, à Lisbonne, Madrid ou Rome a désormais un impact sur leurs vies. Ce serait en fait la naissance d'une forme de bien commun européen, de « Res Publica » européenne, de **République européenne**. Cela permettrait de donner un sens à l'avenir des peuples et du continent. On peut ainsi agir pour l'industrie, la recherche, l'enseignement supérieur, l'environnement et évidemment les droits sociaux, car le dumping social existe aussi entre les pays de l'Union européenne. On doit mettre tout cela dans un pot commun et le gérer ensemble démocratiquement, évidemment.

Koumba (l'infirmière) : Ce que vous dites c'est exaltant. Mais il y a un problème : vu l'état de l'opinion publique en Europe, il y a fort à parier que la constitution en question soit une constitution d'essence très libérale.

Loïc (le secrétaire de section) : Ca, c'est le risque de la démocratie. Mais je pense qu'une campagne s'adressant à tous les Européens en leur proposant d'élire pour la

première fois une assemblée à vocation constituante serait de nature à bouleverser bien des équilibres politiques en Europe.

Sophie (l'entrepreneur) : C'est séduisant vos propositions de réforme des institutions mais il faut résoudre la crise économique urgemment. Effectivement, un peu de potion magique nous ferait du bien.

Léon (l'étudiant) : Sophie, il n'y a pas de miracle à cela. Si on veut résoudre la crise économique, en premier lieu il ne faut pas mettre en œuvre le **Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG)**, donc ne pas l'adopter, ne serait ce que pour retrouver la croissance. Si on veut retrouver la croissance, il faut un plan de relance à l'échelle européenne qui serait contrôlé par le Parlement européen, c'est de changer la donne de la construction monétaire européenne stupéfiante qui fait que la BCE prête à ces banques à des taux ridicules et que les Etats qui empruntent à ces banques cotisent au triple. Ca n'a pas de sens !

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : On pourrait lancer l'idée d'un référendum européen sur le **TSCG**, où chaque peuple se prononcerait sur le texte. A défaut, **il est indispensable que ce texte soit soumis aux Français.**

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Mais le gouvernement s'efforce d'agir ! Nous essayons de bâtir une société apaisée, réconciliée.... Et vous voulez encore créer un débat européen ? 2005 ne vous a pas suffi ? Le monde ne s'est pas fait en un jour. Il faut se souvenir des illusions de 1981. Je pense que quand Lionel Jospin disait « *L'Etat ne peut pas tout* », il avait raison, on ne peut dépenser que l'argent que l'on a.

Léon (l'étudiant) : Ohlala ! Tu fais une dépression ou quoi ? Prend un xanax ! Sérieusement, je trouve ton discours aussi fataliste que dangereux pour la gauche. Pour la première fois, dans la crise, on voit poindre une conscience commune des peuples européens sur la crise, l'austérité et la finance. Une forme d'esprit européen naît. La France n'est pas seule. Il n'y a plus de fatalité car cette conscience collective qui naît laisse entrevoir l'émergence d'un **bien commun européen.**

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : C'est aussi pour cela qu'il ne faut pas avoir peur de la crise. Quand les choses sont inacceptables, il faut le dire. Ce que l'on dit à PSA, on peut le dire à Merkel. Non, le projet de TSCG n'est pas acceptable. La crise ce n'est pas jouer à se faire peur mais c'est la chance de remettre en cause un système qui ne marche pas. Il y a quelques années on parlait de « l'horreur économique ». Si l'on continue dans cette voie, nous avons toutes les chances de mourir guéris.

Léon (l'étudiant) : En fait, **l'énoncé des contraintes ne suffit pas à faire naître une conscience politique !** C'est vrai qu'on a évidemment tous peur de l'échec... Regardez PSA: si l'on n'a pas une politique très volontariste, massive, on risque de remplacer l'usine d'Aulnay par un parc d'attractions dédié au Roi Lion ! Dans tous les domaines, la gauche se comporte comme si elle voulait limiter la casse, comme si elle s'était d'avance soumise à des contraintes et que son action visait à garantir le moindre mal... Or, il va falloir redévelopper notre marché intérieur, c'est ce qui peut, le plus sûrement, le plus

efficacement, permettre de redresser notre économie... Il faut évidemment viser à développer l'investissement productif, développer les crédits recherche et développement.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Ce que dit Léon est vrai, on sent cette peur : les gens ont connu 1988 et ses désillusions, ils ont connu 2002, après l'euphorie de 1997 à 2000... Je crois que ce qui manque c'est d'affirmer un vrai projet.

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Il faut prendre conscience que les contraintes sont là et que nos marges de manœuvre sont limitées. Le problème de la compétitivité existe... Et non je ne suis pas sous-antidépresseurs, juste réaliste ! Votre histoire cela ressemble au « *rêve général* ».

Sophie (l'entrepreneur) : Même quand on est réaliste, Stéphane, cela fait du bien de rêver, souviens-toi d'André Breton « les deux pieds sur terre et la tête dans les étoiles ». Pour avoir les pieds sur terre, je voudrais qu'on parle ici de la question du coût du travail car je n'ai pas envie que l'on nous fasse le coup des « impôts trop élevés » de 1982, sous une forme nouvelle... Rappelez vous, le « Trop d'impôts tue l'impôt » et hop, jamais de réforme fiscale juste. En tant qu'entrepreneur, je vois bien que ce que les syndicats appellent des cotisations et nous des charges peut être ressenti comme pénalisant. Mais en même temps, je ne dois pas oublier que c'est bien utile pour moi d'avoir des salariés sécurisés, bien formés, bien payés. En termes de productivité, je ne suis pas sûr que j'y perde vraiment. Il ne faut pas traiter toutes les entreprises de la même manière. Pour nous, les entrepreneurs, ce qui nous manque c'est la capacité d'emprunter et de pouvoir investir. C'est qu'on nous protège d'une compétition déloyale, qu'on travaille ensemble aussi en matière de recherche et de développement.

Loïc (le secrétaire de section) : Stéphane, merci de nous rappeler que l'eau ça mouille. Mais, en tant que secrétaire de section, je préfère gérer les soirs de victoires que les soirs de défaites et je connais trop ton discours pour ne pas me laisser berner ou laisser le débat tourner au concours de résignation généralisée...

Koumba (l'infirmière) : J'aimerais qu'on analyse ce qui s'est passé pendant la campagne des présidentielles. L'analyse de la victoire est aussi importante que l'analyse de la défaite... Il faut essayer d'aller au fond des choses et je voudrais qu'on parle du Front National, de la force de l'extrême droite et de l'abstention aux législatives... même si je n'oublie pas qu'à la présidentielle, et contrairement à ce que nous disaient tous les sondages, la participation a été forte dans les quartiers populaires et qu'ils ont massivement voté à gauche... On aurait intérêt à ne pas les oublier trop vite.

Scène 3 : La face cachée des élections présidentielles et législatives...

La section s'intéresse aux campagnes présidentielle et législatives...

Loïc (le secrétaire de section) : Je crois effectivement qu'il faut parler de la réalité de l'élection présidentielle. Pendant des mois, les sondages ont donné Sarkozy entre 40 et 44%. A la fin, il a fait une campagne très à droite. Ses clips d'entre deux tours n'avaient

rien à envier à ceux de Mégret ! Mais il a rassemblé 48,4% des électeurs. Marine Le Pen a fait 18%, plus que son père en pourcentages et en voix ! Ca me fait peur... Certains disent ne pas connaître les électeurs du FN. Moi je pense qu'il faut aller voir ces électeurs, pas en moralisateurs mais en militants, pour déconstruire ce discours. A mon travail, pour la première fois, on a vu des collègues et des jeunes (!) qui affirmaient qu'ils votaient Le Pen et ce n'était pas des crânes rasés !

Cécile (la salariée de la restauration rapide): Dans le restaurant où je travaille, j'ai beaucoup de collègues qui ont voté FN. Pas parce qu'elles sont forcément racistes ou xénophobes mais parce qu'elles me disent que la droite ou la gauche, c'est pareil, que rien ne change quels que soient les gouvernements... Quand on est une femme salariée, qu'on fait 3 heures de transports par jour, qu'on a des enfants à élever, qu'on est obligé d'avoir deux voitures car on n'a pas les mêmes horaires que son mari, qu'on n'a pas le temps de s'occuper forcément comme on le voudrait de ses enfants, le discours du FN peut porter.

Léon (l'étudiant) : Il combine habilement et avec un peu de perversion, la thématique du mérite et celle de « **l'altérophobie** ».

Loïc (le secrétaire de section) : C'est quoi ça ? Ça a à voir à l'altérophilie ?

Léon (l'étudiant) : Non c'est le terme pour parler de la peur de l'autre...

Koumba (l'infirmière) : Ah ça, je ne connaissais pas le terme mais c'est vrai que c'est de plus en plus répandu... Dans mon service, une amie m'a avoué qu'elle votait Le Pen par désespérance. Je n'excuse pas les électeurs de Le Pen mais je préfère combattre la logique qui les mène à ce vote que de me réfugier dans l'unique condamnation morale, même si je la partage. C'est tout leur univers mental, leur imaginaire, la vision qu'ils se font du monde qu'il faut déconstruire. C'est notre travail, il faut construire notre vision du monde et battre celle de l'extrême droite.

Léon (l'étudiant) : **La gauche gagne dans les urnes mais souvent, on a l'impression que la droite gagne dans les têtes**, or la sociologie du pays est une sociologie de gauche, son socle historique est égalitaire mais, **comme la gauche ne livre aucune vision du monde, alors une partie très importante des classes populaires ne sent plus représentée**. Le risque c'est de faire comme Prodi en 2006 en Italie : une victoire arithmétique sans victoire culturelle qui a duré deux ans entre deux tranches de Berlusconi. Il y a un chiffre qui doit nous faire réfléchir : 52% des électeurs de François Hollande ont voté d'abord... contre Nicolas Sarkozy. Ca veut donc dire pour nous qu'il y a maintenant nécessité de susciter l'adhésion, de démontrer que la gauche au pouvoir ça sert à quelque chose et d'emporter la lutte culturelle. Pour cela le Parti Socialiste doit d'abord s'armer à être un éducateur du peuple. C'est à lui de porter l'alternative. **S'il ne le fait pas alors la progression du FN sera sans limite...**

Marie-France (l'ancienne directrice d'école): Pour ne pas décevoir et bien entendre les colères et les inquiétudes de la société, il faut montrer qu'on sait écouter. On devrait faire chaque année des Assises du changement, ce serait un grand rendez vous avec les

syndicats, les associations, les citoyens pour débattre, se faire bousculer avec tous ceux qui veulent que ça change. J'aime bien cette idée de société en mouvement.

Koumba (l'infirmière): Je voudrais dire que je partage l'inquiétude de Léon mais pour la première fois, des gens qui ont voté à droite sont ouverts à une autre analyse. **Il y a une disponibilité pour une lecture du monde différente et des solutions alternatives...** Beaucoup de gens sont en colère contre les banques, il y a quelques temps encore il n'était pas possible d'utiliser le mot « capitalisme »... aujourd'hui tout le monde se rend compte que **le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de l'humanité... C'est vrai que la droitisation n'est pas une fatalité !** Les gens attendent une autre explication de la crise, ils veulent voir d'autres solutions émerger, ils sont de plus en plus enclins à faire confiance à ceux qui disent la vérité et qui font preuve de courage.

Eric (l'adjoint au maire): Attendez, ils veulent protester, c'est tout ! Il faut leur expliquer qui est Le Pen et ce qu'est le Front National. Ils ne doivent pas oublier d'où vient le Front national... C'est des fascistes, des racistes...

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Ton discours ne suffit plus... Faut changer de disque mon vieux ! Ils sont tout à fait au courant de qui est Le Pen et ils s'en accommodent. Leur problème n'est pas là : **ils cumulent les insécurités.** Ils ne savent pas de quoi demain sera fait. Ni sur le plan de leur travail, ni sur celui de leurs revenus, ni parfois sur ce à quoi va ressembler leur quartier dans deux, trois ou quatre ans. **Ils pensent qu'il n'y a plus de règles : ni économiques, ni sociales...** Ils ont l'impression que les insécurités se multiplient...

Eric (l'adjoint au maire): Alors, ils multiplient leur c***** en votant FN ?

Sophie (l'entrepreneur): Arrête ! Je suis d'accord avec Cécile : j'écoute mes salariés. Ils veulent des réponses sociales mais, pour certains, tout semble précaire. C'est une société de la menace, ils ont en permanence peur du déclassement, du descenseur social ! J'ai étudié les résultats de Marine Le Pen, elle fait des scores supérieurs à sa moyenne dans le périurbain et dans le rural. Elle y progresse nettement par rapport à 2002 et aux élections précédentes, sans parler de 2007... Cette France totalement périphérique par rapport à Paris est aussi la plus victime de la *désindustrialisation*. Le vote FN est parfois le dernier signal de survie envoyée par des concitoyens qui cumulent pauvreté et abandon. Les services publics (et la République...) disparaissent mais les services privés (stations services soumises à des normes accrues) aussi... sans parler de l'absence de médecins. Dans ces zones, il existe aussi des paniques morales : une forme « **d'insécurité culturelle** », réelle ou ressentie.

Léon (l'étudiant) : En plus, certains ont l'impression que tout leur échappe. Tous les repères s'effondrent. Quand on est riche, on peut se créer ses propres frontières. Les riches envoient leurs enfants dans de bonnes écoles et peuvent créer des enclaves. Mais **les plus pauvres, eux, n'ont pas les moyens de se protéger.** Ils n'existent pas, ne sont pas considérés comme légitimes, alors ils ont trouvé dans le bulletin de vote Le Pen une manière d'exister. Pour le Parti Socialiste l'enjeu est clair : il doit redevenir le **parti du peuple et ne pas penser qu'aux classes moyennes !**

Koumba (l'infirmière): Moi je crois à une gauche de combat, une gauche qui promeuve des **règles**, des règles nouvelles... Pendant la présidentielle, on a senti, dans la société, une vraie envie de radicalité, d'aller aux racines des problèmes et d'apporter des solutions nouvelles aux problèmes qui se posent au pays. Rappelez-vous l'écho de la phrase de François au meeting du Bourget sur l'ennemi invisible... C'est aussi ce qui explique une bonne part du début de succès des meetings et des rassemblements de Jean-Luc Mélenchon, notamment dans certains quartiers, chez les jeunes « intellos précaires » ou dans les mouvements sociaux. La part de radicalité qui est la sienne permet aussi d'interroger les socialistes sur leur mission. Parfois je me dis qu'il faudrait être un peu plus généreux à gauche.

Léon (l'étudiant): Moi je vous dis, j'ai vraiment été choqué d'entendre que le programme de Mélenchon c'est celui de Pol Pot. Ok, Mélenchon a une grande gueule mais de là à le comparer à un dictateur ! Je ne suis pas du tout d'accord avec Gérard Collomb. Toute radicalité n'est pas mauvaise, au contraire ! On a encore le droit d'avoir des principes de gauche et de vouloir changer le cours des choses. Nous ne pouvons pas laisser à d'autres le combat pour le droit au rêve ou le droit au bonheur. C'est notre responsabilité que de défendre cet idéal...

Stéphane (le membre du cabinet ministériel): Oui, mais moi je vous dis : la gauche de la gauche promet trop, ne donne jamais de solution réelle ou praticable, c'est une gauche qui reste toujours dans le discours protestataire ! Ils n'ont pas idée de ce qu'est le poids des contraintes, le poids de l'Etat... Il faut prendre conscience du fait que nous ne sommes pas en 1981 !

Léon (l'étudiant) : Justement ! **Nous ne sommes pas en 81 !** Beaucoup, parmi vous, ont l'expérience de 1988 et 1997. Le pouvoir n'est pas une expérience inconnue pour le PS. Raison de plus pour ne pas rater la séquence qui commence... Ce qui manque chez nous c'est un sentiment de détermination, de volonté inébranlable. L'urgence économique, l'urgence internationale et l'urgence liée à la vie de nos concitoyens impose que l'on agisse vite et que l'on définisse un vrai cap. Je comprends vos contraintes mais **on ne peut pas bâtir un système d'alternance sans alternative.**

Marie-France (l'ancienne directrice d'école): C'est vrai que dès **2014 ou 2015, ce seront nous les sortants !** Il est plus qu'urgent que le parti se mette au travail dans cette perspective. Si nous arrivons sans résultats suffisamment clairs à ces échéances alors la séquence politique qui vient de s'ouvrir risque de se clore prématurément et dramatiquement... Election après élection, on risque de tout perdre pour n'avoir rien osé... Et pas que notre dignité.

Loïc (le secrétaire de section) : Moi je pense qu'il faut se bouger les fesses ! La gauche peut être à la hauteur de l'histoire. Elle le peut, mes camarades, si nous fixons un cap, si nous entraînons la société française vers un projet collectif émancipateur. Just do it ! Ça c'est le joggeur qui parle...

Acte II : QUE FAIRE ? L'ÉTERNELLE QUESTION

Bâtir une nouvelle République, plus égalitaire, assise sur un socialisme de la redistribution et un socialisme de la production... Redevenir le Parti du peuple...

Scène 1 : La mondialisation, sparadrap du Capitaine Haddock...

Cécile (la salariée de la restauration rapide): Moi, j'ai commencé à faire de la politique avec les mouvements altermondialistes. J'aimais bien le slogan « Un autre monde est possible ». J'aimais bien ces manifs, ces rassemblements que je pouvais suivre sur internet et qui voulaient changer le monde. Moi, en tant que socialiste, j'aimerais que la gauche au gouvernement en France, elle donne le sentiment que la globalisation n'est pas à prendre ou à laisser... Il y en a qui parlent de démondialisation, même si je préfère le faire au défaire...

Léon (l'étudiant) : Tu as raison Cécile. **La mondialisation c'est l'œuvre des hommes, ce n'est pas comme la météo !** Ses règles ont été choisies par les gouvernants. La mondialisation libérale, fondamentalement, c'est l'alliance de la finance, des grandes multinationales et du Parti Communiste Chinois. Le deal a été passé entre ces trois forces et la clé de voûte, c'est le dogme du libre-échange ! La règle de trois, c'est mathématique ! Le bon concept c'est la **remondialisation**, c'est-à-dire des règles nouvelles qui favorisent les droits sociaux, les droits environnementaux, les droits et les devoirs de chaque nation. Il faut que le Parti nous amène à travailler autour de la notion d'éco-citoyenneté....

Stéphane (le membre du cabinet ministériel): Tout ça c'est bien beau mais la mondialisation est irréversible ! Et croire que l'on va vivre en autarcie, c'est une erreur mortifère... Même Kim Jong-Un a invité Mickey à sa fête d'anniversaire !

Léon (l'étudiant) : Pour une fois tu as raison, il ne faut pas être caricatural. Il y a des règles. Mais je te ferai remarquer que les mêmes qui sont les avocats de la rigueur sont ceux qui ont favorisé l'explosion de l'endettement : il faut se souvenir que l'endettement des ménages américains, le crédit facile a été un des piliers de la politique des Etats-Unis de Reagan à Bush. En France, nous avons un **endettement raisonnable jusqu'à ce que l'on décide de venir en aide sans aucune contrepartie à des banques qui avaient joué un jeu dangereux.** Toute la logique du système capitaliste actuel est simple : mutualiser les dettes, privatiser les profits. Ne me dites pas qu'on peut pas faire autrement et que la solution c'est le grand soir !

Koumba (l'infirmière): Ce qui me fait peur dans ce **discours c'est que la dette sert dans tous les pays de prétexte à la réduction du service public.** A terme, c'est moins de soins remboursés, moins de fonctionnaires, moins d'action publique... Aux Etats-Unis aussi, ils ont pris prétexte de la dette pour casser les programmes sociaux, pour liquider le *Welfare State* – l'Etat social - et les grandes conquêtes des années Roosevelt ou des années 60. J'ai ma sœur qui vit là bas, et bien elle n'a pas intérêt à choper une angine !

Aujourd'hui, Obama a sauvé son *Obamacare* mais si les Républicains reviennent, ils recommenceront à casser le peu d'égalité sociale qu'il a instauré...

Loïc (le secrétaire de section) : Si les droites sont fortes c'est aussi parce qu'elles donnent une lecture du monde, lecture contestable mais qui existe ! **La gauche doit expliquer le monde comme il est, avec la diversité de ses nations, de ses cultures, pour mieux pouvoir le changer**, elle doit dire pourquoi il est comme cela, qui est responsable.

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Il faut imposer de nouvelles règles internationales : réglementer la finance, réglementer le libre-échange, fixer des normes sociales et environnementales. Parce qu'en attendant, c'est la concurrence libre et non faussée qui fait loi.

Sophie (l'entrepreneur): Il faut effectivement des nouvelles règles. Mais, avec tous les plans de licenciements qui sont annoncés, on ne peut pas se contenter d'attendre. J'aimerais bien qu'on parle ce soir un peu de politique industrielle. Pour moi, on ne peut pas réduire la France au vin et au tourisme. On doit être capable de produire différents types de biens et ne pas laisser nos savoir-faire disparaître. Tout cela doit amener à redéfinir ce que doit être une politique industrielle, à penser le périmètre du Ministère de l'Industrie, redéfinir ce que peut être le rôle du Plan.

Cécile (la salariée de la restauration rapide): Mon mari travaille dans l'industrie, c'est vrai que la concurrence mondiale hante toutes les conversations dans sa boîte. Les gens ont l'impression qu'on a laissé le renard entrer dans le poulailler et qu'on le laisse gambader et dévorer tout le monde sous l'œil complaisant des gouvernements... Il y aurait pourtant beaucoup à faire.

Léon (l'étudiant) : Tu as raison, ce qui doit nous rassembler c'est de dire non à l'économie de l'hyper profit, de dire non à la financiarisation. Il est temps d'en finir avec la mondialisation financière. Ce n'est pas vrai que rien ne peut bouger. Mais il faut parler concret ! L'usine de mon grand-père, en Franche-Comté a été rasée. Elle avait fermé dans les années 1990. Celle de mon père, avait été vendue à un fond de pension. Ils ont commencé à la délocaliser partiellement à 25 km, en faisant un plan social et puis, finalement, ils l'ont fermée. Chez moi, les gens sont conscients qu'on ne va pas faire revenir les vieilles industries mais ils pensent que leur savoir faire est utile et qu'avec on peut relancer de nouvelles activités industrielles. Vous avez vu ce que PSA a réservé comme sort à l'usine d'Aulnay ? Son plan de suppression d'emplois est aussi massif que significatif de l'état de notre appareil productif... N'allez pas me dire qu'on a déjà perdu la bataille sur les automobiles propres, le design ou la sécurité alimentaire...

Marie France (l'ancienne directrice d'école): Moi je vous le dis : les pays « émergés » exercent une véritable pression à la baisse sur nos salaires du fait de leurs faibles coûts. La concurrence entre nations a engendré la déflation salariale que l'on a connue dans les pays développés, qu'il s'agisse de ceux d'Europe ou d'Amérique du Nord. Il faut considérer les dégâts du libre-échange. Il y a des cas où l'on ferme tout simplement une usine pour l'expédier dans un pays étranger. La mondialisation entraîne une pression sur les salaires,

qui permet un chantage permanent. Le niveau des salaires dans l'industrie est scotché à un niveau très bas. L'effet sur les salaires, le pouvoir d'achat a eu un effet sur le niveau de vie des gens et la croissance...

Sophie (l'entrepreneur) : Il ne faut pas que le protectionnisme soit un tabou ! Il ne s'agit pas de faire de l'autarcie mais de réguler les échanges. Il faut que le protectionnisme soit pensé, pas qu'il soit un enfermement. Je vois dans mon secteur : nous avons besoin d'être protégé mais il faut pour cibler les secteurs stratégiques, penser les filières d'approvisionnement en matière première.

Stéphane (le membre du cabinet ministériel): L'impératif ce n'est pas le protectionnisme c'est la compétitivité.

Sophie (l'entrepreneur): Oui mais on ne peut innover que si l'on est protégé ! Soit on nous aide à protéger nos innovations soit nous ne pourrions pas être compétitifs sur le plan mondial. Il faut donc des mesures protectionnistes pour certaines industries qu'il faut aider à se reconvertir et un protectionnisme pour d'autres qui doivent se développer. Protéger l'innovation c'est un peu le mot d'ordre.

Léon (l'étudiant) : Sophie, la pression sur les salaires sera moindre si on en finit avec la fiction des coûts de transport. Transporter un conteneur d'un bout à l'autre du monde, ça ne coûte presque rien alors que sur le plan environnemental, ça finit par être destructeur. Quelqu'un avait calculé que les différents ingrédients d'un pot de yaourt avaient fait près de 20 000 kms. Produire le plus possible près de là où on consomme, c'est écologique et c'est social parce qu'on casse le dumping social et environnemental. Comment faire ? En portant au niveau international une taxation du carburant des armateurs... Ca rendra moins rentable les délocalisations.

Sophie (l'entrepreneur) : Pour agir sur l'avenir industriel de la France, il faudrait créer un **Ministère de l'Action Publique** qui gère les actifs de l'Etat non pas comme un sleeping partenaire mais comme un investisseur public stratège en anticipant grâce au travail du Plan sur les évolutions, les nœuds technologiques à venir. L'idée de « nationalisations temporaires » était intelligente et séduisante. Il faudrait aussi prendre des participations pour sécuriser des entreprises afin d'éviter qu'elles soient sous la tutelle du court terme. De la même manière, dans des secteurs en difficulté, **c'est la présence d'un capital public qui serait là pour éviter le bradage ou la liquidation. Au lieu du « ni-ni » de 1988, on aboutirait au « et-et »,** et on pourrait ainsi enrayer la spirale du déclin industriel. C'est un peu cela le sens d'un **socialisme de la production**. Moi entrepreneur, j'ai besoin de l'Etat. Payer des cotisations sociales, c'est normal. Mais je veux aussi que l'Etat nous aide à nous développer, à l'exportation notamment. Les entreprises du CAC 40 réalisent un chiffre d'affaires de 1250 milliards, dont 340 milliards réalisés en France. L'Impôt sur les Sociétés (IS) sur le CAC 40 rapporte 5 milliards, réalisés sur quatre sociétés essentiellement alors que les entreprises du CAC 40 ne créent aucun emploi. Mais la richesse et les emplois de demain ce sont les PME qui la créeront et ce sont les PME que l'on taxe le plus.

Scène 2 : Une action publique plus forte que la finance...

Stéphane (le membre du cabinet ministériel): J'ai entendu beaucoup de choses intéressantes mais demain matin à Bercy, je sais ce qu'on va me dire : l'impératif ce n'est pas les nationalisations ou le protectionnisme, c'est la compétitivité !

Eric (l'adjoint au maire) : Dans ces cas là, il va nécessairement falloir engager la bataille sur la dette et mener une offensive idéologique pour faire comprendre que les pays d'Europe ont besoin de mieux gérer mais surtout qu'ils ont **besoin de dépenses productives**. Le problème de la dette c'est qu'elle s'auto-entretient... J'ai presque envie de dire que nos vies valent plus que leurs profits et qu'il faut sans doute mesurer la réussite d'une action publique autrement : l'indice de développement humain, le « bonheur national brut » sont des indicateurs plus fiables que le seul Produit National Brut. Et oui, je suis poétique aujourd'hui, nan mais c'est vrai ! Et c'est vrai qu'une des clés réside dans le dialogue que nous sommes susceptibles d'entretenir avec nos partenaires et avec les différents peuples européens pour faire une **véritable relance**... Et puis nous pouvons faire comme les Japonais : **renationaliser la dette**, c'est-à-dire la confier à nos ressortissants. Notre dette équivaut à 85,3% du PIB. La leur équivaut à plus de 230% du PIB. Inutile de vous faire un cours de maths !

Sophie (l'entrepreneur) : Pour sauver l'euro, il faudra redévelopper la demande intérieure. Mais il faut aussi adopter des mesures qui favorisent nos entreprises nationales. Nos commandes publiques sont ouvertes à 75% sur l'extérieur contre 5 à 10% en Allemagne. Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) se développent là bas aussi par ce type de soutien...

Léon (l'étudiant) : Le Brésil ou la Chine ont un sentiment national très fort. Ils n'attendent pas grand-chose de nous. Il faut cesser de regarder avec condescendance et inconscient colonial les pays du sud. Faut arrêter de se la péter, les mecs ils avancent alors que nous on recule ! Les gouvernements progressistes du Sud ont, généralement, fait le choix d'une **alliance des producteurs**. Pourquoi nous, on ne le fait pas ? Et Sophie, tous les patrons ne sont pas de droite ?!

Sophie (l'entrepreneur): Merci Léon, il faut aussi dire que certains pays souffrent beaucoup moins que d'autres de la faiblesse du dollar par rapport à l'euro. La France, l'Espagne ou l'Italie, sans parler de la Grèce, souffrent beaucoup de la surévaluation de notre monnaie. L'euro fort pénalise moins l'industrie allemande... La politique monétaire est un enjeu majeur : Sur dix ans le Yuan s'est réévalué de 22% par rapport au dollar. Dans le même temps, il s'est réévalué de 16% par rapport à la Livre. Il s'est cependant dévalué de 19% par rapport à l'euro et de 33% par rapport au Yen. Les Japonais et les Européens sont les grandes victimes de cette politique. La dévaluation sur la dernière décennie par rapport à l'Euro du Yuan est un problème majeur. L'Europe est, pour l'heure, la variable d'ajustement car elle n'a pas de politique monétaire. Les Américains laissent filer le dollar et les Chinois rachètent leurs bons du trésor, moyennant quoi les Américains pratiquent le protectionnisme à l'égard de tout le monde sauf... des Chinois. Nous n'avons quant à nous, en Europe, aucune stratégie ! Il faut que la BCE fasse comme la FED aux Etats-Unis, qu'elle suscite la croissance par l'utilisation de l'outil monétaire.

Les Américains utilisent le dollar comme une arme au service de leur économie. Pourquoi ne pas utiliser l'euro de la même façon ?

Marie France (l'ancienne directrice d'école): Je vous rappelle mes camarades que le libre-échange nous a été vendu en nous disant qu'on garderait toutes les productions à haute valeur ajoutée. C'est du mépris pour nos concitoyens et, encore plus, du mépris pour les autres peuples que de croire qu'ils ne sont pas capables de faire des produits à haute valeur ajoutée. Les Indiens, les Chinois ne se sont pas gênés pour former des ingénieurs de haut niveau et pour développer des produits *high tech* ! De plus en plus les secteurs recherche et développement vont se déplacer à proximité des zones manufacturières, c'est-à-dire en Asie, sur l'aire Pacifique. Et pas pour ouvrir des salons de massage.

Stéphane (le membre du cabinet ministériel) : Oui mais vous savez, les délocalisations sont parfois plus complexes à comprendre. Il manque 3000 ingénieurs aéronautiques en Europe, on va les chercher en Inde. En Inde au moins, les ingénieurs innovent et ne vont pas dans les salles de marché ! Il y a aussi des choix de société à faire. Si les types chargés de développer de nouveaux process et d'innover dans l'industrie filent dans les salles de marchés faire des modèles pour spéculer, vos belles idées tombent à l'eau... Là vous voyez c'est moi qui vais être radicale, il faut taxer tous ces gens qui bossent dans les salles des marchés.

Sophie (l'entrepreneur) : Oui, mais cette politique globale doit aussi comprendre une **dimension énergétique**. Pour nos entreprises comme pour les gens, la question énergétique devient essentielle. Il faut la penser au niveau européen pour assurer au continent une réelle sécurité de ses approvisionnements. On ne peut pas, par exemple, s'en remettre aux dogmes de la concurrence pour traiter la question énergétique. Il faut donc ouvrir le chantier d'une **politique énergétique commune** qui viserait prioritairement à garantir la **sécurisation de nos sources d'approvisionnement**, à développer la recherche en laissant les différents peuples autonomes dans le choix de leur panier énergétique. Cela laisserait la possibilité de bâtir une **transition énergétique** selon nos choix respectifs. L'approvisionnement énergétique, c'est la donnée fondamentale qui peut faire évoluer notre conception de l'écologie. L'écologie ce n'est pas de manger bio tous les matins, c'est d'abord une question de production !

Léon (l'étudiant) : Pour que notre appareil productif retrouve un sens, il faut que **notre bulletin de vote soit plus fort que les dividendes des actionnaires**. Les gens feront confiance aux socialistes en France et en Europe, s'ils décident de rompre avec le statu quo imposé par les droites. A-t-on essayé de desserrer la contrainte budgétaire ? Pense-t-on réellement que nous pourrions être à l'équilibre budgétaire en 2017, sans casse économique, sociale et évidemment politique pour le pays.

Cécile (la salariée de la restauration rapide): A ce titre, la Conférence sociale c'est bien mais il faut une véritable **Conférence salariale** qui définisse la répartition des gains de productivité selon une règle des trois tiers, comme l'avait inventée Bérégovoy en son temps... On ne peut pas noyer la question salariale dans un flot de questions sociales qui, aussi légitimes soient elles, ne règlent pas le problème d'une immense majorité des

citoyens de ce pays : la baisse du pouvoir d'achat. Vous avez vu le prix du pain au chocolat ? Faut pas être gourmand c'est moi qui vous le dis ! J'ai lu le discours du Président à la Conférence sociale. La question des salaires occupe... cinq lignes sur huit pages.

Sophie (l'entrepreneur) : La Conférence salariale pourrait être un rendez-vous annuel, qui donnerait les chiffres des gains de productivités, filière par filière et qui permettrait de négocier la répartition de ceux-ci. Les salariés y trouveraient un intérêt majeur et nous, les entrepreneurs, on pourrait nouer un pacte avec eux.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Ce que je crains c'est que, cette fois, si l'on ne pratique pas une vraie rupture sur la question de la politique des salaires avec ce qui s'est fait depuis dix ans, les gens finissent par se détourner de nous. Pour nous, la feuille de paye n'est toujours pas l'ennemi de l'emploi. Attention à ne pas finir comme le PASOK, qui réalise maintenant environ 10% des voix dans un pays qu'il a gouverné pendant très longtemps.

Léon (l'étudiant) : Je suis d'autant plus d'accord avec toi, Marie-France, que la question des salaires ne peut pas se limiter à une revalorisation du SMIC.

Scène 3 : Une Nouvelle République enfin !

Loïc (le secrétaire de section) : Nous avons dit beaucoup de choses ce soir. Il va bientôt falloir achever notre réunion mais je ne voudrais pas que l'on se quitte sans évoquer la question du « vivre ensemble ».

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Moi je suis d'accord, il faut aussi **agir sur la vie quotidienne** car le lien entre les gens ne se fait plus. Nous devons donner au parti un rôle d'éducation populaire et de mobilisation de toute la société. On est dans une société individualiste où c'est chacun pour sa pomme. Fast society : « Bonjour, sur place ou à emporter ? ». Il n'y a plus de rapports entre les gens, il faut faire évoluer les mentalités.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Pour les communes rurales, les services publics c'est essentiel. Les campagnes ont voté à gauche, d'abord du fait de la RGPP³, du recul des services publics. La réalité pour les campagnes et des petites villes est assez simple : ce sont les hôpitaux que l'on ferme, les plateaux chirurgicaux que l'on déménage, les kilomètres qu'il faut parcourir pour aller dans un service public, les bureaux de Poste qui ferment, dont les horaires se réduisent peu à peu jusqu'à rendre insignifiante la présence postale. A bien des égards, j'ai envie de dire : **Banlieues-campagne : même combat ! Sauf que les gens des campagnes n'ont même pas le RER !**

Léon (l'étudiant) : J'ajoute aussi que si on veut **battre le Front National**, si on veut **défaire le communautarisme**, il faut innover. Il faut des solutions économiques certes mais aussi aborder la question essentielle : **Qu'est ce qui nous tient ensemble ? Comment on reconstruit un destin commun ?**

³ RGPP : Révision Générale des Politiques Publiques

Koumba (l'infirmière) : Pour cela il faut aussi **lutter contre les discriminations** c'est une priorité, il faut que l'on parvienne à développer une **participation égalitaire de tous les citoyens à la vie du pays**. Je crois qu'il faut éduquer très tôt les enfants aux règles. Le civisme, être citoyen, cela s'apprend. La République a besoin de républicains et pour former des républicains, il faut une véritable **éducation civique**. Et puis je vais vous dire, devenir français, ça ne doit pas être un chemin de croix ni une suite d'humiliations.

Léon (l'étudiant) : Oui mais pas une éducation civique qui s'apparente à un cours de droit administratif pour enfants. **Il faut apprendre ce que sont des règles et apprendre aux jeunes à se forger un esprit critique assis sur la connaissance**. Former des citoyens nécessite un investissement massif. C'est un crime que la littérature ou l'histoire soient des matières optionnelles dans nombres de sections de terminale. Si tu ne sais pas d'où tu viens, tu ne sais pas où tu vas.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : J'ai dirigé une école. Il faut, c'est vrai, réapprendre les règles élémentaires du civisme, insister sur ce que sont les principes de la République. Il faut reprendre le chemin d'un projet éducatif pour la nation en prenant en compte quelques réalités : Un animateur télé passe aujourd'hui plus de temps avec nos enfants qu'un instituteur de 1950. Tu veux faire quoi plus tard ? « Mickaël Vendetta ! ». Réponse entendue dans la cours de récréation, c'est alarmant ! Seulement 68% des bacheliers suivent des études supérieures : c'est trop peu. Aussi nous avons à la fois du mal à former des citoyens et du mal à satisfaire le besoin de notre pays de développer de nouveaux secteurs de formation. Pour entreprendre, il faut apprendre ! L'École doit donner le primat à la raison sur l'émotion. C'est comme ça qu'on fait des citoyens libres et une société plus forte.

Léon (l'étudiant) : Le destin de l'humanité ce n'est pas d'entrer dans le *Loft* ou la *Ferme Célébrités*. Il faut être conscient de ce que certaines productions audiovisuelles, certaines émissions télévisées ont véhiculé comme codes dans la société. Pour certains jeunes de mon âge, la vie se résume aux codes de la télé réalité : des jeunes pas très fute-fute qui s'empaillent dans un univers clos, qui ne font pas grand-chose, que l'on nourrit pour les regarder faire la fête ou s'écharper. Et Zahia qu'on a assimilée dans la presse à un « modèle de réussite » ! Il y a une véritable violence de ces codes. La question qui se pose à nous est simple : Quelle **politique culturelle de gauche** voulons-nous mettre en place ? Une vraie politique culturelle de gauche consisterait notamment en la promotion de productions audiovisuelles qui créeraient un imaginaire autre que celui fait de violence sociale ou physique auquel on a droit !

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Il me semble qu'on est en train de perdre la **démocratisation culturelle**. La droite, ces cinq dernières années, y a beaucoup aidé. Il n'y a pas de réussite de la gauche sans grand dessein culturel. Il faut un grand plan de création de lieux culturels ouverts : fabriques, maisons de la culture, MJC, il faut des éducateurs et des créateurs qui soient les acteurs de ces nouveaux lieux de vie ouverts... Il me semble important que, très jeunes, les élèves soient éduqués, dans le monde scolaire mais aussi dans le périscolaire, à la culture, aux arts... à la vraie vie !

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : La culture, c'est aussi une question d'égalité territoriale. Nous vivons à l'heure des fractures territoriales et on n'a pas le même accès à la culture selon que l'on se trouve dans une ville ou un village périphérique ou dans une grande métropole.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : A mon sens, la gauche devrait se fixer quelques buts simples : par exemple, faire de l'éducation artistique une matière noble à l'école et une véritable vie artistique et culturelle dans tous les établissements scolaires ou encore créer une véritable vie culturelle dans les établissements et ce depuis le primaire (ciné-club, club théâtre, atelier d'arts plastique...).

Léon (l'étudiant) : La démocratisation doit aussi concerner la création. Un jeune plasticien aujourd'hui a les plus grandes difficultés à créer librement... La vie chère, la difficulté d'accéder aux galeries, provoquent le départ de France de nos jeunes artistes. C'est aussi cela une politique de gauche : encourager la création, l'émergence de talents...

Koumba (l'infirmière) : Pour finir, je voudrais quand même que l'on parle de la laïcité. La laïcité doit être réaffirmée. Ce ne sont pas que des mots. La laïcité ce n'est pas contre une religion en particulier mais comme rappel à la loi commune, à la liberté de conscience qui garantit à tous le droit d'avoir ses croyances. Ce qui relève des croyances, de la foi, des préjugés doit rester dans la sphère privée. En France nous sommes pour la liberté de conscience. C'est différent de la liberté religieuse. C'est parce qu'il y a liberté de conscience qu'il y a liberté religieuse. La communauté des citoyens est la seule que la République reconnaît. Les socialistes ne doivent pas donner l'impression qu'ils hésitent par sentimentalisme. Notre rôle c'est de favoriser le droit à la ressemblance et pas seulement à la différence. Le différentialisme culturel, et c'est moi qui le dis, peut être la mort de la République.

Marie-France (l'ancienne directrice d'école) : Jaurès disait que le socialisme c'est la République poussée jusqu'au bout ! Mais là on n'en voit plus trop le bout !

Léon (l'étudiant) : Notre idéal c'est la République et la démocratie. Mais on ne peut pas donner à l'idée républicaine un côté *vintage* qui la dessert ! La République est un projet vivant, un projet qui évolue, qui est universaliste mais qui ne naît pas dans l'abstraction...

La démocratie doit aussi devenir une méthode de gestion de nos services publics. On fait parler des usagers et on les transforme en clients... et vu comme ils sont traités dans certains transports en commun les clients deviennent des suspects... Il faut redonner la parole à ceux qui font le service public.

Koumba (l'infirmière) : Tu as raison il faut parler des **services publics** et associer ceux qui font le service public à l'amélioration de son fonctionnement. Les fonctionnaires du service public qui font, au quotidien, du service au public, sont las de ne pas être associés. Ils sont les mieux placés pour déterminer ce dont ils ont besoin pour le faire fonctionner correctement. Ils veulent être les protagonistes de la République !

Eric (l'adjoint au maire) : Tu parles comme Chavez avec sa démocratie protagonique. Le béret en moins !

Loïc (le secrétaire de section): On en aura appris des mots ce soir, faisons déjà la démocratie participative. Et il faut aussi parler des **services publics locaux** et de l'impact de la directive service. Les élus socialistes se battent beaucoup sur ce thème. Pour agir localement, il faut aussi agir sur le plan européen. Au Parlement européen, au Comité des Régions, partout où la défense des services publics locaux se joue, il faut agir. L'idée d'une action publique au service des citoyens doit être défendue au niveau européen. C'est aussi comme cela que j'entends l'idée d'un **bien commun européen**.

Cécile (la salariée de la restauration rapide) : Moi je voudrais qu'à l'avenir, nous **soyons le parti des citoyens qui ont voté pour le changement** et pas que nous soyons simplement le doigt sur la couture du pantalon à attendre des ordres. Car ça peut craquer à tout moment !

Eric (l'adjoint au maire) : Pour cela la formation des militants et sympathisants doit retrouver tout son sens. Pourquoi ne pas créer une **Université Populaire du PS** qui, deux fois par an, dans toutes les villes, formerait des militants pour nous armer pour cette reconquête culturelle.

Loïc (le secrétaire de section) : Oui parce qu'on n'est pas là pour arbitrer le match Cour des Comptes – Conseil d'Etat – Inspection des Finances dans la constitution des cabinets ministériels. Il s'agit de redonner un sens au combat pour le socialisme. Les militants socialistes sont au service du peuple français, de la société française et ne sont pas des collaborateurs des cabinets ! On ne peut pas leur demander d'être au service d'un homme mais, au contraire, de rester au service d'une idée et de leur pays ! Beaucoup de militants pensent que le débat est secondaire, qu'il ne faut pas « affaiblir » le Président et le gouvernement. Je pense au contraire qu'il faut débattre et contribuer à la réflexion collective des socialistes : les contributions seront plus que bienvenues, si elles contribuent au débat... Allez, on va boire notre pot de l'amitié, on l'a bien mérité encore ce soir...

FIN PROVISOIRE...

Ami (e) s et Camarades,

Voici venu après le temps des batailles et des conquêtes électorales, le temps du Congrès de notre parti. Ce n'est pas un simple exercice statutaire auquel nous sommes contraints.

Le débat est vital. Nous le savons la tâche qui est devant nous est tout sauf facile. Il n'y a pas de vérité préétablie et de solutions toutes faites.

Nous devons échanger. Parfois de manière vive. Peu importe. C'est toujours dans ces échanges sur le fond, sur les idées que le Parti a puisé sa force et son énergie.

Il y a urgence. Le débat c'est maintenant. Notre propre histoire nous a appris, que c'est dans les premiers pas, dans les directions prises dès le départ que se joue la réussite de la gauche au gouvernement. C'est encore plus vrai avec le quinquennat.

Après la terrible défaite de 2002, « La gauche socialiste » courant auquel j'appartenais s'est dissoute. J'ai pris la décision de prendre mes responsabilités avec d'autres camarades en rejoignant ce qui fut la nouvelle majorité autour de François Hollande.

Dans ce chemin parcouru, tout ne fut pas simple. Intégrer cette majorité ne fut pas facile. Parfois, forcément, la tactique, la volonté de préserver une direction amène à des compromis qui peuvent être incompris, voire susciter des réactions négatives.

Je respecte et accepte ces critiques, mais j'ai toujours eu dans cette séquence la volonté de faire gagner notre parti.

Désormais c'est une nouvelle période qui commence avec un seul objectif en tête : « réussir le changement ».

Elle appelle à être vigilant sur le fond et combatif pour les idées politiques à mettre en œuvre.

Cette contribution n'a qu'un but faire vivre l'authenticité et les vérités qui sont les miennes. Je crois à la force des idées et des débats entre nous, je refuse qu'un congrès aussi important ne soit pas un de ces moments. Le débat ne peut se réduire à quelques subtilités sémantiques.

Je ne m'insurge pas contre les enjeux de pouvoir qui existent toujours dans un congrès, mais faisons le à visage découvert en permettant que ce soit toujours les militants qui décident. Comme toujours il faudra se rassembler.

Mais le rassemblement est toujours fort donc plus utile quand il marque la conclusion d'un vrai débat !

Nous repartons tous ensemble dans une nouvelle histoire et c'est une nouvelle page de notre histoire collective que nous nous écrivons sans renier nos engagements et nos choix, en évitant les préjugés faciles et péremptaires.

Cette contribution a été écrite d'une manière particulière pour éviter une lecture classique et parfois avouons le un peu lassante.

Elle veut poser des questions, révéler des angoisses et affirmer des solutions.

Tous les points de vue exprimés ne sont pas équivalents même si ils sont respectables. Une exigence s'affirme, refuser que la gauche au pouvoir ne soit qu'une simple alternance.

La crise, la prise de conscience qu'elle suscite, la réalité terrible d'une financiarisation de l'économie crée aujourd'hui une attente des solutions nouvelles et ambitieuses. Ce qui apparaît comme impossible hier...le devient aujourd'hui. C'est cela l'alternative revendiquée dans ces propos.

L'Europe d'abord, parce que tout part d'elle et tout revient à elle. Elle est à la fois le nœud de tous nos problèmes et le levier de l'alternative. Un esprit européen est en train de naître. A

nous de ne pas le cantonner à un simple refus des politiques d'austérité et à l'indignation légitime.

Pour cela, la France de gauche a une responsabilité particulière. Ecrire un nouveau projet démocratique qui permette une véritable intégration et donne de nouvelles marges d'action. Cela n'est pas facile mais c'est le seul chemin.

De nouvelles règles de répartition des gains de productivité sont désormais possible, il faut retrouver la croissance par la relance et bâtir un état volontaire et anticipateur, qui doit retrouver sa place économique. Bref, c'est un nouveau modèle que nous devons construire, rompant avec le productivisme assurant la transition énergétique fixant de nouvelles normes de production et de consommation. L'heure est à l'initiative, à l'effort mais à l'effort pour un but et un seul, celui du socialisme démocratique avec la méthode du réformisme radical !

Signataire : Julien DRAY (BN, 91)